ÉLECTIONS LÉGISLATIVES - MARS 1978 - 3e CIRCONSCRIPTION DU VAL-D'OISE

POUR LE SOCIALISME, LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS

AU 1er TOUR VOTEZ

PAUL OBADIA

(instituteur)

COLETTE DEMARSEILLE

(suppléante)

Candidats de la

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

20 ANS ÇA SUFFIT ! DEHORS GISCARD-BARRE-CHIRAC !

De Parti républicain en R.P.R. et autres « libéraux avancés », chacun à droite y va de son couplet sur le redressement, les libertés, les réformes, le « bon choix ». Mais ce « bon choix » nous en avons déjà un avant-goût :

— 1,6 million de chômeurs aujourd'hui, dont 4 500 à Argenteuil.

— Une diminution constante du pouvoir d'achat des travailleurs, alors que les profits ne cessent d'augmenter.

— Des atteintes quotidiennes aux libertés fondamentales (restriction des droits syndicaux ; envoi de flics et de nervis contre les travailleurs, comme récemment au centre de tri de Créteil).

— Les femmes opprimées, bafouées, surexploitées, dernières embauchées et premières licenciées ; les femmes trop souvent victimes d'agressions.

— Aucun droit aux travailleurs immigrés autre que celui de se faire exploiter et expulser quand les patrons n'ont plus besoin d'eux (comme le proposent les mesures Stoléru).

— Les jeunes en butte aux brimades, au flicage et qui, de plus en plus, se retrouvent au chômage à la sortie de l'école.

— Les soldats soumis à la discipline avilissante des casernes et qui n'ont que le droit d'obéir et de se taire.

— Les vieux travailleurs qui sont condamnés, après avoir été exploités pendant des années, à vivre avec des retraites misérables.

C'est parce que nous voulons en finir avec ces conditions de vie et de travail que nous devons en finir avec ce régime qui les a engendrées et les perpétue.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ ; NOS EXIGENCES

Contre l'austérité, avec les travailleurs, les candidats de la L.C.R. se battent pour :

— La défense du pouvoir d'achat en imposant le SMIC à 2 400 F et l'échelle mobile des salaires.

— Les 35 heures sans baisse de salaire (seule solution contre le chômage).

— La nationalisation des secteurs-clés de l'économie, sans indemnité ni rachat et sous contrôle ouvrier.

— L'abrogation des mesures Stoléru frappant les immigrés.

— La défense des droits des femmes, la liberté et la gratuité de l'avortement et de la contraception. Contre les violences qu'elles subissent.

— La création d'équipements collectifs nombreux et de qualité.

— Une médecine gratuite et de qualité.

— Pour des transports en commun nombreux et gratuits.

— Contre la mainmise du patronat sur l'école ; pour l'abrogation de la réforme Haby.

— Pour le droit d'expression et d'organisation dans les casernes.

— Contre la politique électro-nucléaire du gouvernement et pour un moratoire à long terme.

— Pour l'autodétermination des départements et territoires d'outre-mer et le retrait des troupes françaises des territoires étrangers.

POUR SORTIR DE LA CRISE...

Nombreux sont les travailleurs qui aspirent à ces revendications et qui font confiance au P.C. et au P.S. pour les satisfaire.

— Pourtant, c'est bien le P.S. qui se fait le champion de la liberté d'entreprendre, c'est-à-dire la liberté pour les patrons de licencier.

— Le P.C., qui découvre aujourd'hui le virage à droite du P.S., ne remet pas en cause la présence dans un gouvernement de gauche du groupuscule bourgeois des Radicaux de Gauche qui sont la porte ouverte à toutes les compromissions avec la bourgeoisie et accepte de se désister au premier tour pour des Gaullistes de progrès à Pontoise et à Nice, alors qu'il refuse de se prononcer pour le désistement automatique du deuxième tour.

— Aujourd'hui, P.C. et P.S. perpétuent la division sur le problème des filiales à nationaliser qui représentent moins de 1 % des entreprises et laissent, dans les deux versions P.C. et P.S. du Programme commun, 85 % de la production dans le secteur privé, donc sous le régime du profit.

— Ni le P.C. ni le P.S. ne prévoient l'abrogation de la Constitution de 1958 née du coup d'Etat de de Gaulle et qui donne au président de la République des pouvoirs exorbitants (dissolution du Parlement, possibilité de décréter l'état d'exception).

— P.C. et P.S. sont prêts à gouverner avec Giscard, c'est-à-dire avec le grand capital.

L'unité ouvrière que nous voulons, ce n'est pas l'Union de la Gauche qui garde Giscard comme président et maintient la Constitution de 1958, ce n'est pas le Programme commun, ce n'est pas l'alliance avec la bourgeoisie.

... UNITÉ OUVRIÈRE

Le gouvernement que doivent imposer les travailleurs, c'est un gouvernement des seuls P.C. et P.S. dont ils exigent la satisfaction de leurs revendications ; pas un gouvernement de gestion du capital, mais un gouvernement pour changer vraiment.

Pour formuler cette exigence, nous appelons au premier tour à voter pour les candidats présentés par la Ligue Communiste Révolutionnaire, sous le sigle : **« Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs ».**

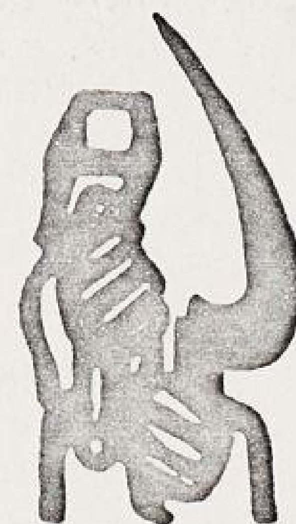
Au deuxième tour, nous appellerons à voter pour les candidats du P.C. et du P.S. les mieux placés, afin qu'aucune voix ouvrière ne manque pour chasser la droite.

Pour un gouvernement des travailleurs appuyé sur la mobilisation des masses

au 1er tour
VOTEZ

PAUL OBADIA

Colette DEMARSEILLE
(suppléante)



candidats présentés par la

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Imprimerie Desseaux & Fils
95100 ARGENTEUIL 982-30.72

VU LE CANDIDAT